

# **Le Droit Equitable au Logement et l'Origine Nationale** **Fair Housing and National Origin**

Les lois fédérales et étatiques interdisent la discrimination dans les transactions de logement en raison de l'origine nationale.

## **Que signifie la couverture "origine nationale"?**

Votre origine nationale (national origin) a trait à votre lieu de naissance, vos ancêtres, votre langue, et / ou vos coutumes. Il est illégal pour tout propriétaire de refuser un logement ou de traiter toute personne différemment pour une transaction de logement pour toute raison suivante:

- Le nom, l'aspect ou l'accent de la personne ou sa participation à des coutumes associées avec une nationalité particulière.
- Le propriétaire perçoit par erreur la personne comme étant associée avec une nationalité particulière.
- La personne s'associe avec des personnes d'une origine nationale particulière.

Les lois pour le droit équitable au logement s'appliquent aux logements de location, les ventes de maisons, les prêts immobiliers, l'assurance des domiciles et la publicité. Personne ne peut refuser un logement, limiter l'accès au logement, décourager toute personne en quête de logement, ni créer des règles, honoraires ou critères différents en raison de l'origine nationale du foyer familial.

Certains exemples typiques de discrimination fondée sur l'origine nationale comprennent le fait de diriger les locataires d'une origine nationale particulière vers une section différente d'un complexe d'appartements, de refuser de faire des réparations aux unités occupées par des personnes d'une origine nationale particulière ou de s'opposer ou de limiter les invités d'un locataire à cause de l'origine nationale du locataire ou de ses invités.

## **Est-ce que le propriétaire peut discriminer contre les personnes qui ne parlent pas l'anglais?**

Non. En revanche, il n'y a pas de loi obligeant le propriétaire à assurer la traduction pour ses locataires. Si le locataire ne parle pas l'anglais, c'est au locataire qu'il incombe de trouver quelqu'un qui l'aidera à communiquer avec le propriétaire. Afin de bien savoir ses droits et ses obligations, le locataire qui ne parle pas couramment l'anglais doit se procurer de l'aide auprès d'un membre de sa famille ou d'un ami digne de confiance, pour lire le contrat de location avant de le signer. Il serait également bon de préparer une liste de noms et de numéros de téléphone de traducteurs pour les transmettre au propriétaire.



1020 SW Taylor Street, Suite 700 • Portland, Oregon 97205-2512  
Téléphone: 503-223-8197 ou 1-800-424-3247 (TTY)  
Web : <http://www.fhco.org> • E-mail : [information@fhco.org](mailto:information@fhco.org)  
HUD Ligne pour les plaintes : 1-800-877-0246

[French]

## **Est-ce que le propriétaire peut exiger un numéro de sécurité sociale d'un locataire prospectif sur la demande?**

L'usage d'un numéro de sécurité sociale (social security number) pour vérifier les antécédents d'un locataire prospectif est considéré comme étant une coutume régulière pour autant que le propriétaire exige le numéro de sécurité sociale de tous ses locataires prospectifs. Si le propriétaire n'exige les numéros de sécurité sociale QUE des locataires d'une origine nationale particulière, ceci constitue une violation de la loi pour le droit équitable au logement. Souvent les propriétaires utilisent le numéro de sécurité sociale d'une personne pour vérifier ses antécédents de location, de crédit, et son casier judiciaire. Si le locataire n'a pas de numéro de sécurité sociale, le propriétaire devrait accepter un numéro de visa de travail ou un numéro de visa d'étudiant. Les locataires ne doivent JAMAIS se servir d'un faux numéro de sécurité sociale.

## **Quel remède est à la disposition d'un locataire qui se fait harceler par d'autres locataires en raison de son origine nationale?**

Les propriétaires sont tenus par la loi de protéger les locataires contre le harcèlement fondé sur leur origine nationale. Si un locataire se fait harceler à cause de son origine nationale et le propriétaire est au courant du harcèlement, le propriétaire est tenu d'intervenir. Tous les locataires ont le droit légal de jouir en paix de leur domicile. Le harcèlement continu peut constituer un motif d'expulsion.

## **Est-ce que les lois pour le droit équitable au logement ne s'appliquent qu'aux ressortissants des États-Unis?**

Toute personne vivant aux États-Unis a droit à la protection de la justice pour le droit équitable au logement. Toute personne vivant aux États-Unis, même illégalement, a le droit de déposer une plainte pour son droit équitable au logement mais peut opter de ne pas le faire, car ces renseignements feront automatiquement partie du domaine public. Toute personne qui appelle le Conseil pour le Droit Equitable au Logement de l'Oregon (Fair Housing Council of Oregon) recevra des renseignements et une assistance confidentiels.

## **Comment puis-je en apprendre davantage au sujet de mes droits en matière de logement?**

Appelez le Conseil du Droit Equitable au Logement de l'Oregon (FHCO – Fair Housing Council of Oregon) au 503-223-8197 ou au 1-800-424-3247.



1020 SW Taylor Street, Suite 700 • Portland, Oregon 97205-2512  
Téléphone: 503-223-8197 ou 1-800-424-3247 (TTY)  
Web : <http://www.fhco.org> • E-mail : [information@fhco.org](mailto:information@fhco.org)  
HUD Ligne pour les plaintes : 1-800-877-0246

[French]